



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de février 2020

Canada

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2020)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout
ou en partie doit être adressée au Ministère des Finances Canada.

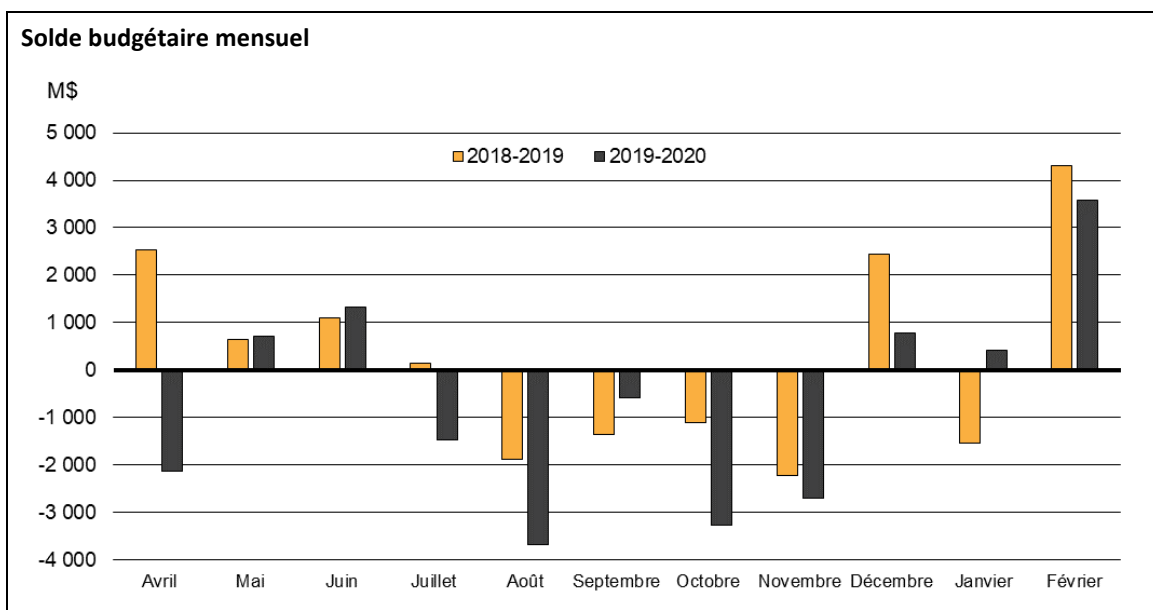
This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

Faits saillants

Février 2020

Le mois de février 2020 s'est soldé par un excédent budgétaire de 3,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 4,3 milliards en février 2019. Les revenus ont augmenté de 0,1 milliard (0,4 %). Les charges de programmes ont augmenté de 0,9 milliard (3,3 %), principalement sous l'effet de la hausse des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 7 millions (0,4 %).



Avril 2019 à février 2020

Pour la période d'avril à février de l'exercice 2019-2020, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 7,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 3,1 milliards pour la même période de 2018-2019.

Les revenus ont augmenté de 8,0 milliards (2,7 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Les charges de programmes ont augmenté de 17,5 milliards (6,3 %), témoignant de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard (2,9 %), en raison principalement de rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

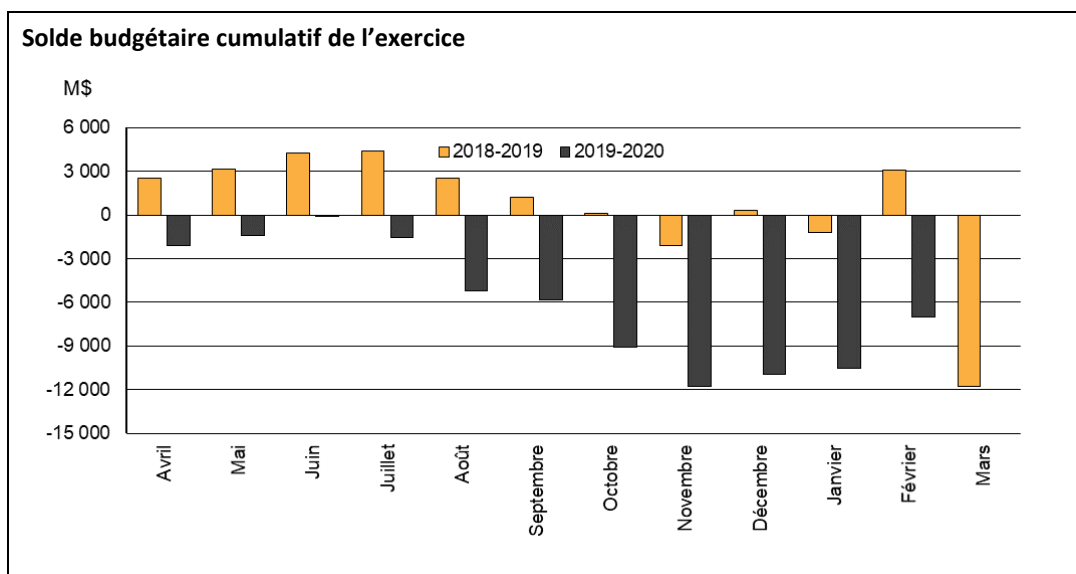


Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Février		Avril à février	
	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Opérations budgétaires				
Revenus	32 040	32 159	300 459	308 470
Charges				
Charges de programmes	-25 904	-26 759	-275 958	-293 426
Frais de la dette publique	-1 830	-1 823	-21 407	-22 022
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 306	3 577	3 094	-6 978
Opérations non budgétaires	-2 446	-7 280	-13 819	-13 186
Ressources ou besoins financiers	1 860	-3 703	-10 725	-20 164
Variation nette dans les activités de financement	-8 739	9 487	12 332	27 125
Variation nette dans l'encaisse	-6 879	5 784	1 607	6 961
Encaisse à la fin de la période			39 284	46 965

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

En février 2020, les revenus se sont chiffrés à 32,2 milliards de dollars, soit une hausse de 0,1 milliard (0,4 %) comparativement à février 2019.

- Les revenus fiscaux ont diminué de 0,4 milliard de dollars (1,4 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont totalisé 0,4 milliard de dollars.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 47 millions de dollars (1,8 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 22 millions de dollars (0,9 %).

Pour la période d'avril à février de l'exercice 2019-2020, les revenus ont totalisé 308,5 milliards de dollars, soit une hausse de 8,0 milliards (2,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (1,7 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. La hausse des revenus fiscaux pour la période d'avril à février comprend un montant de 31 millions au titre de la partie fédérale des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont totalisé 1,7 milliard de dollars au cours de la période.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,9 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (4,9 %).

Tableau 2

Revenus

	Février			Avril à février		
	2019	2020	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	13 022	15 202	16,7	143 227	152 151	6,2
Sociétés	9 179	7 200	-21,6	48 897	46 534	-4,8
Non-résidents	925	692	-25,2	9 168	9 187	0,2
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	23 126	23 094	-0,1	201 292	207 872	3,3
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	2 511	2 301	-8,4	36 875	36 487	-1,1
Taxes sur l'énergie	453	466	2,9	5 325	5 302	-0,4
Droits de douane à l'importation	494	293	-40,7	6 319	4 597	-27,3
Autres taxes et droits d'accise	395	445	12,7	5 712	5 734	0,4
Total des taxes et droits d'accise	3 853	3 505	-9,0	54 231	52 120	-3,9
Total des revenus fiscaux	26 979	26 599	-1,4	255 523	259 992	1,7
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0	430	s.o.	0	1 702	s.o.
Cotisations d'assurance-emploi	2 573	2 620	1,8	19 176	19 741	2,9
Autres revenus	2 488	2 510	0,9	25 760	27 035	4,9
Total des revenus	32 040	32 159	0,4	300 459	308 470	2,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

En février 2020, les charges de programmes ont totalisé 26,8 milliards de dollars, soit une hausse de 0,9 milliard (3,3 %) comparativement au mois de février 2019.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (7,6 %). Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard (19,7 %) sous l'effet des variations du calendrier des paiements versés aux provinces et aux territoires en vertu des ententes sur le développement du marché du travail, lesquelles financent la formation axée sur les compétences et l'aide à l'emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations pour enfants ont augmenté de 45 millions (2,3 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,9 %), du fait que les augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (TCS), du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ont été plus que neutralisées par une baisse des transferts du Fonds de la taxe sur l'essence en raison de la variation du calendrier annuel des versements et de l'augmentation des recouvrements en vertu de l'abattement d'impôt du Québec.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,4 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles désigne 0,3 milliard de dollars en paiements effectués dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 0,2 milliard de dollars (5,1 %).
 - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,0 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 7 millions de dollars (0,4 %).

Pour la période d'avril à février de 2019-2020, les charges de programmes se sont élevées à 293,4 milliards de dollars, soit une hausse de 17,5 milliards (6,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 3,5 milliards de dollars (4,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,5 milliards (5,1 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard (3,7 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 0,4 milliard (1,6 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,8 milliards de dollars (7,2 %), principalement en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, de même que du versement de transferts de 1,9 milliard en vertu de la nouvelle entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia, entente conclue le 1^{er} avril 2019 par le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 9,1 milliards de dollars (7,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a totalisé 1,5 milliard de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (4,3 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée dans un certain nombre de ministères.
 - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 5,9 milliards de dollars (7,2 %), principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,9 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Tableau 3

Charges

	Février			Avril à février		
	2019	2020	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 538	4 786	5,5	48 867	51 372	5,1
Prestations d'assurance-emploi	1 688	2 020	19,7	17 274	17 910	3,7
Prestations pour enfants	1 989	2 034	2,3	21 902	22 259	1,6
Total des principaux transferts aux particuliers	8 215	8 840	7,6	88 043	91 541	4,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 215	3 364	4,6	35 368	37 008	4,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 180	1 215	3,0	12 981	13 370	3,0
Péréquation	1 580	1 653	4,6	17 352	18 195	4,9
Formule de financement des territoires	257	268	4,3	3 528	3 680	4,3
Fonds de la taxe sur l'essence	267	28	-89,5	2 161	2 162	0,0
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	0	1	s.o.	490	1 080	120,4
Autres arrangements fiscaux ¹	-421	-504	19,7	-4 584	-3 356	-26,8
Total des principaux transferts aux autres administrations	6 078	6 025	-0,9	67 296	72 139	7,2
Charges de programmes directes						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	0	252	s.o.	0	1 536	s.o.
Autres paiements de transfert	3 941	3 740	-5,1	38 438	40 107	4,3
Autres charges de programmes directes	7 670	7 902	-3,0	82 181	88 103	7,2
Total des charges de programmes directes	11 611	11 894	2,4	120 619	129 746	7,6
Total des charges de programmes	25 904	26 759	3,3	275 958	293 426	6,3
Frais de la dette publique	1 830	1 823	-0,4	21 407	22 022	2,9
Total des charges	27 734	28 582	3,1	297 365	315 448	6,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation commune des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; et les autres éléments.

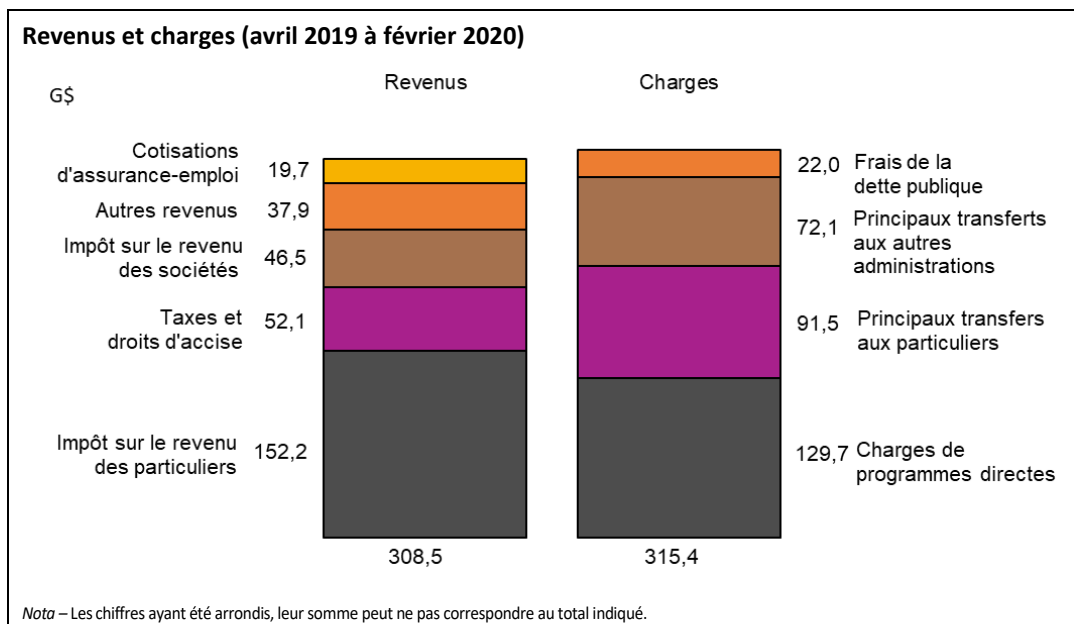
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Février			Avril à février		
	2019	2020	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	18 234	18 857	3,4	193 777	205 323	6,0
Autres charges						
Personnel	4 558	5 021	10,2	50 109	55 813	11,4
Transports et communications	196	243	24,0	2 398	2 420	0,9
Information	32	33	3,1	259	281	8,5
Services professionnels et spéciaux	1 019	1 039	2,0	9 606	9 951	3,6
Location	239	234	-2,1	2 769	2 875	3,8
Réparation et entretien	287	292	1,7	2 768	2 793	0,9
Services publics, fournitures et approvisionnements	252	273	8,3	2 261	2 348	3,8
Autres subventions et charges	644	300	-53,4	7 414	6 766	-8,7
Amortissement des immobilisations corporelles	422	461	9,2	4 466	4 730	5,9
Perte nette sur cession de biens	21	6	-71,4	131	126	-3,8
Total des autres charges	7 670	7 902	3,0	82 181	88 103	7,2
Total des charges de programmes	25 904	26 759	3,3	275 958	293 426	6,3
Frais de la dette publique	1 830	1 823	-0,4	21 407	22 022	2,9
Total des charges	27 734	28 582	3,1	297 365	315 448	6,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Besoins financiers de 20,2 milliards de dollars d'avril 2019 à février 2020

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 7,0 milliards de dollars et des besoins de 13,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2019 à février 2020 s'est soldée par des besoins financiers de 20,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 10,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Février		Avril à février	
	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 306	3 577	3 094	-6 978
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-6 288	-6 120	-3 825	-7 788
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	548	1 091	6 947	10 015
Comptes d'opérations de change	4 200	-1 848	-3 249	-2 984
Prêts, placements et avances	-823	-290	-11 769	-10 500
Actifs non financiers	-83	-113	-1 923	-1 929
Total des opérations non budgétaires	-2 446	-7 280	-13 819	-13 186
Ressources ou besoins financiers	1 860	-3 703	-10 725	-20 164

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 27,1 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 20,2 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 7,0 milliards en augmentant la dette non échue de 27,1 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de février 2020, les soldes de trésorerie s'élevaient à 47,0 milliards de dollars, soit 7,7 milliards de plus qu'à la fin du mois de février 2019.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Février		Avril à février	
	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Ressources ou besoins financiers	1 860	-3 703	-10 725	-20 164
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-5 583	5 838	-2 463	35 568
Bons du Trésor	1 000	2 300	19 100	-7 200
Titres au détail	-22	-17	-1 303	-722
Total des emprunts en dollars canadiens	-4 605	8 121	15 334	27 646
Emprunts en devises	-4 077	422	-74	333
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	-8 682	8 543	15 260	27 979
Réévaluation de swaps de devises	-62	908	-1 257	-337
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	37	30	-1 288	358
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-32	6	-383	-875
Variation nette dans les activités de financement	-8 739	9 487	12 332	27 125
Variation de la trésorerie	-6 879	5 784	1 607	6 961
Trésorerie à la fin de l'exercice			39 284	46 965

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de certains gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 6,3 milliards de dollars d'avril 2019 à février 2020, en raison du déficit budgétaire de 7,0 milliards enregistré pendant cette période, compensé en partie par des gains de 0,7 milliard au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2019	29 février 2020	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	159 707	160 093	386
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	569 526	605 094	35 568
Bons du Trésor	134 300	127 100	-7 200
Titres au détail	1 237	515	-722
Total partiel	705 063	732 709	27 646
Payable en devises	16 011	16 344	333
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 274	6 937	-337
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 163	2 521	358
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	6 404	5 529	-875
Total de la dette non échue	736 915	764 040	27 125
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 782	166 967	-1 815
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	113 862	125 491	11 629
Autres passifs	5 905	6 106	201
Total des régimes de retraite et autres passifs	288 549	298 564	10 015
Total de la dette portant intérêt	1 025 464	1 062 604	37 140
Total des passifs	1 185 171	1 222 697	37 526
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	177 041	192 176	15 135
Comptes d'opérations de change	99 688	102 672	2 984
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ¹	133 912	145 130	11 218
Actifs des régimes de retraite du secteur public	2 406	2 406	0
Total des actifs financiers	413 047	442 384	29 337
Dette nette	772 124	780 313	8 189
Actifs non financiers	86 674	88 603	1 929
Dette fédérale (déficit accumulé)	685 450	691 710	6 260

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 29 février 2020 inclut des gains de 0,7 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2019 à février 2020.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.
7. L'État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Avril 2020